



## **Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace**

### **Procès-verbal de la réunion du 3 mars 2022**

*La réunion a eu lieu par visioconférence.*

#### Ordre du jour :

1. 7846      Projet de loi portant transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil, et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données  
- Rapporteur : Madame Francine Closener  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
2. 7847      Projet de loi portant transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, et modifiant :  
1° la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données ;  
2° la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;  
3° la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur  
- Rapporteur : Madame Francine Closener  
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3.            Investissements publics dans le secteur de l'espace  
- Réponses par Monsieur le Ministre de l'Economie aux questions du groupe politique CSV qui n'ont pas pu être traitées lors de la séance publique du 16 novembre 2021
4. 7854      Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

5. 7855 Projet de loi portant approbation de la Convention internationale sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

6. Divers (*EISC workshop / Liberty Steel*)

\*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Simone Beissel, Mme Francine Closener, Mme Stéphanie Empain remplaçant Mme Semiray Ahmedova, M. Léon Gloden, M. Gusty Graas remplaçant M. Guy Arendt, M. Charles Margue, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch, M. Roy Reding, M. Marc Spautz

M. Franz Fayot, Ministre de l'Economie

Mme Iris Depoulain ; M. Robert Biwer, Mme Elisabeth Relave-Svendsen, du Commissariat aux affaires maritimes, du Ministère de l'Economie

M. Ben Streff, du groupe parlementaire LSAP

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, M. Sven Clement, Mme Jessie Thill, M. Carlo Weber, M. Serge Wilmes

Mme Myriam Cecchetti, observateur délégué

\*

Présidence : Mme Francine Closener, Président de la Commission

\*

1. 7846 **Projet de loi portant transposition de la directive 2019/789 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 établissant des règles sur l'exercice du droit d'auteur et des droits voisins applicables à certaines transmissions en ligne d'organismes de radiodiffusion et retransmissions de programmes de télévision et de radio, et modifiant la directive 93/83/CEE du Conseil, et modifiant la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données**

**- Présentation et adoption d'un projet de rapport**

Madame le Président-Rapporteur rappelle que son projet de rapport a été transmis au préalable aux membres de la commission et en résume l'objet avant de s'enquérir sur d'éventuelles questions ou observations qui s'imposeraient encore. Constatant que tel n'est pas le cas, Madame le Président-Rapporteur décide de procéder au vote.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés de la commission.

La commission partage la suggestion de Madame le Président-Rapporteur de proposer un temps de parole en séance publique selon le modèle de base.

**2. 7847    Projet de loi portant transposition de la directive 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE, et modifiant :**

**1° la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins, et les bases de données ;**

**2° la loi du 3 décembre 2015 relative à certaines utilisations autorisées des œuvres orphelines ;**

**3° la loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multiterritoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur**

**- Présentation et adoption d'un projet de rapport**

Rappelant qu'également ce projet de rapport a été transmis au préalable aux membres de la commission, Madame le Président-Rapporteur s'enquiert sur d'éventuelles questions ou observations qui s'imposeraient encore.

Tout en félicitant Madame le Président-Rapporteur de son « excellent rapport », Monsieur Laurent Mosar signale que son groupe politique peine à accepter la rédaction actuelle de l'article 12 du projet de loi, transposant l'article 17 de la directive et concernant les « upload filters ». L'orateur rappelle que son groupe aurait pu s'imaginer une transposition suivant le « modèle allemand ».<sup>1</sup> C'est pour cette raison que les représentants de son groupe s'abstiendront lors du vote. Il souligne que cette abstention ne présage pas le comportement de vote définitif de son groupe en séance publique.

Prenant acte de la motivation de cette abstention, Madame le Président-Rapporteur fait procéder au vote.

Excepté les représentants du groupe politique CSV qui s'abstiennent, le projet de rapport est adopté à l'unanimité des autres membres présents et représentés de la commission.

Egalement pour ce projet de rapport, Madame le Président-Rapporteur suggère un temps de parole en séance publique selon le modèle de base, suggestion qui rencontre l'accord de la commission.

---

<sup>1</sup> Voir procès-verbal de la réunion de la présente commission du 20 janvier 2022.

### 3. Investissements publics dans le secteur de l'espace

#### - Réponses par Monsieur le Ministre de l'Economie aux questions du groupe politique CSV qui n'ont pas pu être traitées lors de la séance publique du 16 novembre 2021

Madame le Président invite Monsieur Laurent Mosar à rappeler ces points qui n'ont pas pu être abordés lors de la séance publique du 16 novembre 2021. Celui-ci énumère une série de questions auxquelles Monsieur le Ministre de l'Economie répond ce qui suit :

- 1° aujourd'hui, le ministère compte au moins soixante-dix **entreprises actives dans le secteur de l'espace** au Luxembourg.<sup>2</sup> Toutes ces sociétés sont répertoriées dans une brochure éditée par la *Luxembourg Space Agency* (LSA)<sup>3</sup> et distribuée, il y a quelque temps, dans la présente commission ;<sup>4</sup>
- 2° **l'emploi** dans ce secteur dépasse entretemps le millier de personnes. Le plus grand employeur reste la société SES ;
- 3° **recettes budgétaires** – il n'est pas évident de distiller des chiffres précis à ce sujet. Une étude est en cours de réalisation. En termes de PIB, l'importance du secteur spatial se situe entre 1,5 et 2% du produit intérieur brut. Actuellement, la LSA prépare la prochaine conférence des ministres de l'*European Space Agency* (ESA). Celle-ci aura lieu fin novembre de l'année en cours. C'est dans ce contexte que la stratégie nationale pour le secteur spatial sera mise à jour et un nouveau plan d'action sera élaboré. C'est en préparation que ladite étude sera réalisée en collaboration avec un consultant externe. Il s'agira d'analyser l'impact des investissements publics jusqu'à présent effectués pour le développement de ce secteur au Luxembourg. Lors de cette prochaine conférence ministérielle également, le budget de l'ESA et les contributions des Etats membres seront fixés ;
- 4° deux **memorandums of understanding** (MoU) ont effectivement été signés à Dubaï. Celui signé avec *Airbus* consacre la volonté de coopérer dans la recherche technologique. Il devrait se concrétiser par l'établissement d'une présence de *Airbus* à Belval au sein de l'*European Space Resources Innovation Centre* (ESRIC). L'autre MoU a été signé avec l'Agence spatiale italienne (ASI). Il a une teneur plus générale et retient l'intention de coopérer dans les différentes filières du secteur spatial. L'idée est de réaliser des projets conjointement. Ceci notamment dans le domaine de l'exploration des ressources spatiales ;
- 5° c'est par l'intermédiaire du *Luxembourg Future Fund* (LFF) que le Luxembourg vient d'investir dix millions d'euros dans la société **NorthStar Earth & Space**.<sup>5</sup> Cet investissement vise également à ce

<sup>2</sup> Cette question a déjà été traitée par Monsieur le Ministre de l'Economie lors de la réunion 16 janvier 2020 (point 2° à l'ordre du jour). Pour davantage d'explications, il est donc renvoyé à ce procès-verbal.

<sup>3</sup> Agence héritée du précédent Ministre de l'Economie, Monsieur Etienne Schneider, qui était à l'origine de l'initiative « *spaceresources.lu* ».

<sup>4</sup> *Space Directory 2019*, 114 pp., distribuée aux membres de la commission le 25 juin 2019. Ceci, suite à la réunion du 20 juin 2019, dédiée exclusivement au secteur spatial. Entretemps, une nouvelle édition de ce répertoire a été publiée (*Space Directory 2021*). Ce répertoire actualisé peut également être consulté sur le site internet de l'agence spatiale luxembourgeoise (<https://space-agency.public.lu/en.html>).

<sup>5</sup> L'orateur détaille également l'origine et l'objet social de cette entreprise.

que cette société établira une présence au Luxembourg sous forme d'un centre d'excellence dans la recherche appliquée en collaboration avec l'ESRIC. Le Fonds européen d'investissement (FEI) a également investi dans cette société. Le ministère continuera à scruter des opportunités d'investissement dans des entreprises spatiales innovantes. Pareils investissements sont un levier important pour diversifier et développer le secteur spatial au Luxembourg ;

- 6° le « **Space campus** » est un autre volet important de la stratégie de développement du secteur spatial. Cette zone sera développée à Belval. Avec l'ESRIC, l'embryon de ce campus existe déjà. Toute une série d'infrastructures seront construites qui permettront, par exemple, de tester de la technologie spatiale dans des conditions réelles ;
- 7° l'**incubateur pour des entreprises spatiales** ne sera pas réalisé sur le site dudit campus. Il sera cependant veillé à une bonne connexion entre ces deux zones. Egalement, la LSA trouvera son siège définitif dans cette dernière zone. Une série de démarches concernant le terrain identifié sont encore à réaliser avant que la planification puisse concrètement démarrer. L'objectif politique est de créer un « écosystème » qui soit le plus favorable que possible pour le développement d'initiatives entrepreneuriales dans le domaine spatial ;
- 8° les négociations visant la signature d'un **MoU avec la Russie** et plus précisément leur agence spatiale *Roscosmos* ont été suspendues. Ces négociations étaient déjà bien avancées. Actuellement, le Gouvernement n'envisage pas de poursuivre ces négociations, voire de signer cet MoU avec la Russie. Jusqu'à présent, aucune collaboration directe entre la LSA et *Roscosmos* n'existe. Cette dernière collabore toutefois, par l'intermédiaire de l'ESA, avec l'Europe occidentale. Il s'agit d'un des domaines dans lesquels le transfert de connaissances et de technologies mutuelles sera interrompu.

*Débat :*

- Monsieur Laurent Mosar s'interrogeant sur le sort des entreprises luxembourgeoises ayant des **relations commerciales avec la Fédération de Russie**, Monsieur le Ministre précise qu'une vingtaine d'entreprises luxembourgeoises exportent vers la Fédération de Russie, quatre entreprises luxembourgeoises se sont même établies en Russie. Les sanctions qui ont été et qui seront prises à l'encontre de la Russie auront évidemment un impact sur l'activité de ces entreprises. Toutes ces entreprises se retrouvent désormais dans une situation délicate et sont confrontées à des décisions à prendre quant à la poursuite ou non de leurs activités en Russie. Egalement une série d'entreprises russes sont actives au Luxembourg, beaucoup dans le secteur financier. Une analyse détaillée de l'état actuel de ces relations économiques est en cours au Ministère de l'Economie. Monsieur le Ministre suggère qu'il revienne en commission pour discuter de cette nouvelle problématique sur base de données plus précises ;
- Monsieur Laurent Mosar donne à considérer qu'au niveau microéconomique la situation concernant ces entreprises, entrepreneurs ou investisseurs russes se présente de manière bien plus nuancée. Certaines de ces personnes sont peu impliquées en Russie et n'ont pas de relations avec le régime au pouvoir au Kremlin ou critiquent même ouvertement le régime politique en place. Des ressortissants russes résident au Luxembourg et des emplois dépendent d'entreprises

ou d'investisseurs russes. L'intervenant met en garde devant le déclenchement d'une « chasse aux sorcières » et plaide pour une approche différenciée dans la mise en œuvre des sanctions contre la Russie. Il s'interroge sur la **façon de procéder envisagée** par le Gouvernement concernant ces intérêts russes au Luxembourg, mais également du sort des filiales d'entreprises luxembourgeoises dans la Fédération de Russie.

Monsieur le Ministre considère ces interrogations comme légitimes et renvoie à sa suggestion de consacrer une réunion spécifique à cette problématique de la mise en œuvre des sanctions. Son administration est en train de dresser un état précis des intérêts luxembourgeois en Russie. Le Gouvernement doit non seulement savoir avec précision qui ou quelle société russe ou à participation russe est à sanctionner, mais également quelles sociétés luxembourgeoises sont susceptibles de souffrir de rétorsions ou d'autres mesures politiques russes dans ce contexte. Les informations requises se trouvent, notamment, dans le Registre des bénéficiaires effectifs ou dans le Registre de commerce et des sociétés. Le « marqueur » pour l'application de ces sanctions est la proximité de personnes physiques ou juridiques avec le régime en place à Moscou. Le Luxembourg agira solidairement avec les autres membres de l'Union européenne. Une approche réfléchie et nuancée s'impose néanmoins. Il y a, en effet, lieu d'éviter de stigmatiser et de porter dommage à des personnes innocentes. L'orateur tient toutefois à souligner que les sanctions qui ont été et qui sont encore susceptible d'être décidées au niveau communautaire seront mises en œuvre intégralement et consciencieusement à tous les niveaux.

Monsieur Mosar ajoute que le sort d'investissements luxembourgeois en Ukraine se pose également et estime utile de dédier une réunion spécifique à cette problématique des sanctions et contre-sanctions, voire des effets directs de la guerre en Ukraine sur les intérêts économiques luxembourgeois.

#### *Conclusion :*

Rappelant que l'impact économique de la guerre en Ukraine et des sanctions contre la Fédération de Russie ne figure pas à l'ordre du jour de la présente réunion, Madame le Président clôt ce débat. L'oratrice donne à considérer que des sanctions supplémentaires seront sans doute décidées et se dit favorable à consacrer une des prochaines réunions de la commission à cette thématique. Cette réunion aura lieu dès que les données nécessaires à un échange de vues fructueux auront été réunies par le Ministère de l'Economie.

\*

4. 7854 **Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires, faite à Hong Kong, le 15 mai 2009**

**- Désignation d'un rapporteur**

Madame Lydia Mutsch est désignée comme rapporteur.

**- Présentation du projet de loi**

Monsieur le Ministre invite Monsieur le Commissaire du gouvernement aux affaires maritimes à présenter le projet de loi. Cette présentation étant conforme à l'exposé des motifs du document déposé à la Chambre des Députés, il est renvoyé à celui-ci.

*Débat :*

- Répondant à Monsieur Charles Margue, Monsieur le Commissaire du gouvernement aux affaires maritimes rassure qu'**aucune pression** n'existe en ce qui concerne la transposition de ladite Convention internationale. Si on peut parler de pression, elle est plutôt de l'ordre réputationnel, en ce qu'un relevé public est tenu par l'Organisation maritime internationale qui indique quel Etat pavillon a ratifié quand telle ou telle convention. L'orateur rappelle que les conventions dont les projets de loi d'approbation figurent à l'ordre du jour de la présente réunion sont déjà respectées par les navires sous pavillon luxembourgeois. D'une part, parce que certaines des mesures de la Convention qu'il vient d'exposer ont déjà été transposées par un règlement de l'Union européenne (n° 1257/2013) d'application depuis le début de l'année et, d'autre part, parce qu'une série d'Etats ont déjà ratifié ces conventions, de sorte à obliger les propriétaires de navires immatriculés au Grand-Duché de Luxembourg à s'y conformer. L'orateur renvoie à l'obligation de s'assurer prévue par la Convention internationale de Nairobi pour garantir, le cas échéant, l'enlèvement des épaves. Il précise que l'approbation par la Chambre des Députés de ces conventions internationales ne dépend pas de l'entrée en vigueur de la réforme du registre maritime (projet de loi n° 7329).

Madame Simone Beissel ajoute que, peu importe l'inexistence d'une urgence, elle est d'avis que ces deux conventions internationales pourront et devront être soumises au vote de la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

Madame le Rapporteur remarque qu'elle est disposée à présenter son projet de rapport dans une des prochaines réunions de la commission.

**- Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

Monsieur le Commissaire du gouvernement aux affaires maritimes remarque que l'avis du Conseil d'Etat est de nature à pouvoir procéder à la rédaction d'un projet de rapport. Les observations légistiques sont pertinentes.

En conclusion, Madame le Président note que la présentation et l'adoption d'un projet de rapport dans ce dossier seront portées à l'ordre du jour d'une des prochaines réunions de la commission.

**5. 7855    Projet de loi portant approbation de la Convention internationale sur l'enlèvement des épaves, faite à Nairobi, le 18 mai 2007**

**- Désignation d'un rapporteur**

Madame Lydia Mutsch est désignée comme rapporteur.

**- Présentation du projet de loi**

Monsieur le Commissaire du gouvernement aux affaires maritimes présente le projet de loi. Ses explications étant conformes à l'exposé des motifs du document déposé à la Chambre des Députés, il est renvoyé à celui-ci.

**- Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

Monsieur le Commissaire du gouvernement aux affaires maritimes explique que l'avis du Conseil d'Etat est pertinent, ne contient pas d'observation visant le dispositif quant au fond et que les propositions légistiques peuvent être reprises.

Madame le Président signale qu'elle portera l'adoption du projet de rapport dans ce dossier à l'ordre du jour conjointement avec celui concernant le projet de loi n° 7854.

**6.            Divers (*EISC workshop / Liberty Steel*)**

- Madame le Président informe les membres de la commission d'un « online workshop » organisé par l'*European Interparliamentary Space Conference (EISC)* et qui se déroulera le 17 mars 2022. Elle invite les intéressés à s'adresser au Secrétaire-administrateur.
- Monsieur Laurent Mosar rappelle qu'il a, en raison des négociations en cours, accepté le souhait du Gouvernement de tenir en suspens une question élargie<sup>6</sup> concernant le dossier ***Liberty Steel***. Il juge néanmoins utile que Monsieur le Ministre informe la commission de l'état d'avancement de ces négociations. Madame le Président signale que Monsieur le Ministre a dû quitter la réunion. Elle l'informerait de cette demande.

\*\*\*

Luxembourg, le 24 mai 2022

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**

<sup>6</sup> Voir article 82 du Règlement de la Chambre des Députés. Ces questions, d'intérêt général, sont traitées en séance publique et adressées par écrit deux semaines en avance au Gouvernement.